



MEDIA, DEVELOPPEMENT DURABLE, PROSPECTIVES

SOMMAIRE

EDITO:

P 1

BONN COP 23 : ce qu'il faut en retenir

ADAPTATION

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

LES VILLES RESILIENTES

ONE PLANET SUMMIT

A LIRE

OFFRIR

JOYEUSES FETES

EDITORIAL

Dans un récent interview donnée au Nouvel Observateur (30/11 2017) , Nicolas Hulot précise: « *La galaxie écolo ferait bien de s'interroger : lorsqu'elle porte un combat pionnier , pourquoi n'est elle jamais parvenue à faire la jonction avec l'ensemble de la société. Moi, c'est précisément mon objectif. Je veux faire entrer l'écologie dans la modernité .* » Parlant d'Emmanuel Macron : » *L'Ecologie c'est une longue conversion. Chacun n'en est pas au même stade...Je pense que j'ai un peu d'avance sur lui...et c'est sans doute le seul domaine...J'ai toujours pensé que sur les sujets qui m'occupent , il n'y avait pas de protocole de droite ou de gauche. Le fait que le gouvernement soit constitué pour moitié de personnalités issues de la société civile joue aussi beaucoup....Les gens pensent qu'on fait des compromis, mais non ! Je veux faire en sorte que des mécaniques irréversibles puissent se mettre en branle en faveur de la transition écologique et solidaire, et qu'elles ne soient pas brutales. »*

Dans les années 80 , l'écologie s'était donnée ce rôle : informer , former et lutter Durant dix ans, grâce à l'Europe, elle a joué de son lobby pour construire une nouvelle législation : eau, air, sols, espèces...Nos lois n'ont guère plus de quarante ans .

De même, elle rêvait d'aider les pays en développement à passer le cap de la modernité en évitant les erreurs vécues par les pays du nord durant les trente glorieuses. Mais elle n'a pu empêcher le transfert de tous nos problèmes vers eux (déchets, pollution, vieilles technologies, ou technologies refusées par le Nord pour des questions éthiques : OGM, activités extractivistes, semences, propriété des sols, chimie dangereuse...)

Aujourd'hui, nouveaux constats, nouveaux combats. Cela peut se faire dans le cadre de la Transition Ecologique et de la mise en œuvre des ODD **Et si le rôle de la société écologique devenait : « rendre irréversibles un certain nombre de choix de progrès » ?**

Un exemple : En combattant le charbon et le pétrole, et tous leurs substituts : nous gommons de l'avenir les produits inutiles issus de la chimie (alimentation, fabriquée, plastique..., nous réorientons la finance vers des choix alternatifs, d'avenir et de solidarité, nous travaillons à l'émergence de nouveaux modes de transports recevables par l'ensemble de la planète et luttons contre les millions de morts liés à la pollution atmosphérique et à 30% des productions de CO2., nous réimplantons la production locale et luttons contre les délocalisations, nous repensons une mondialisation mieux reliée au local...C'est un exemple parmi d'autres.

En organisant , deux ans après l'accord de paris , un nouveau sommet afin de remobiliser les acteurs privés et publics contre le réchauffement , La France tente de maintenir le cap, la transition est loin d'être faite .

Dominique Martin Ferrari

BONN COP 23 , CE QU'IL FAUT EN RETENIR

Il s'agissait de poursuivre la mise en oeuvre de l'Accord de Paris, le plus gros traité de l'ONU quasi-universel (seuls les USA ne l'ont pas signé), de 2015. Il a fixé l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 2° C alors qu'actuellement, on se dirige vers un réchauffement catastrophique de 3° C.. Il y a eu de réelles avancées durant ses 15 jours de la COP23 à Bonn en Allemagne , une COP qui s'annonçait très technique par Anne Henry-Castelbou

Les Etats ont travaillé pour préparer la future COP 24 de Pologne à Katowice. En 2018, les Etats sont censés présenter les efforts qu'ils ont fait, qu'ils sont prêts à faire et leur budget alloué C'est le fameux dialogue de facilitation de Talanoa qui suivra .Tout l'enjeu est d'atteindre l'objectif Zéro Gaz à Effet de Serre (GES) en 2050. Les négociateurs ont travaillé également sur la mise en place de règles afin de vérifier les efforts de chacun, avec un principe de non-régression : ceux qui s'engagent, ne peuvent pas faire moins l'année suivante.

Que retenir de positif de la COP 23 ?

Au niveau agricole, (...), un accord a été trouvé, ainsi que des financements, pour aller notamment vers l'agro-écologie et renforcer la sécurité alimentaire.

On fait enfin le lien entre commerce et changement climatique. La France demande que les négos en cours au niveau du CETA (accords transatlantiques censés faciliter le commerce entre l'Europe et le Canada) prennent en compte la transition écologique. Et que les futurs accords avec le Japon et le Mercosur reconnaissent la supériorité du droit environnemental sur le droit commercial selon l'accord de Paris

Le Suisse Bertrand Piccard a annoncé la création de **l'Alliance Mondiale pour les Solutions Efficientes** (...)

Forte mobilisation américaine, des villes et des Etats, avec la création d'une plateforme : Centre d'action climatique des Etats-Unis. (...)

- **La Déclaration des droits et des devoirs** de l'humanité est de plus en plus reconnue Lancée à la COP 21, elle est portée par Corinne Lepage et réaffirme le lien entre l'humain et l'environnement

Les pays du G77 se sont sentis entendus (coalition de 77 pays en voie de développement) grâce à la présidence assurée par les Iles Fidji, (...) qui vont garder la main sur ce dialogue de Talanoa (voir encadré)

Il y a toujours autant d'enthousiasme du côté de la société civile (...) On sait que 70 % des changements viendront des territoires et de la société civile.

La France et l'Allemagne ont pris le leadership sur les questions du climat.

La Chine et l'Inde ont décidé d'accélérer les investissements dans les voitures électriques.

Et pour la première fois, une coalition de 25 pays a été créée pour étudier la fin des centrales à charbon dans le monde.

Ce qui reste à faire

- **Accélérer la recherche de financements** (...) Il faut trouver 100 milliards d'euros par an. On n'y est pas du tout. Des experts qui tentent d'accompagner ces Etats, soulignent le problème de la corruption qui détourne les fonds .

- **Organiser la fermeture des centrales à charbon** extrêmement polluantes.

L'accueil de la 24e COP en Pologne fera peut-être bouger les lignes.

- Certaines **grandes entreprises ont été dénoncées par les ONG**, comme AXA, qui détient tout de même 848 millions de dollars en actions et obligations dans des entreprises développant les centrales à charbon.

A Henry-Castelbou (Article complet : <http://jneasso.org/blogjne/category/actualites/>)

ADAPTATION

Maria, Matthews, Irma... Que cachent ces prénoms ? Pour les îles de la ceinture tropicale ce sont d'affreux ouragans dont la force et le nombre ne cessent d'augmenter. Même si les précautions d'usage scientifiques prévalent, il est évident pour tous que leur violence n'est pas étrangère aux phénomènes climatiques liés au réchauffement.

par Dominique MARTIN FERRARI

Pendant 20 ans, les états ont été davantage mobilisés par l'atténuation

(réduction des émissions) que par l'adaptation. S'en préoccuper était mal vu car considéré comme une acceptation du fait établi, un détournement de la « lutte ». Ce déni a conduit à bien des retards mais heureusement les territoires concernés ont pris les devants. Il leur a fallu faire appel à de très nombreux secteurs de recherche souvent expérimentaux, à de la prospective, à de l'adaptation de gouvernance au futur, ce qui est loin d'être la tasse de thé d'un élu. Si au niveau onusien, la question reste entre les mains de la CNUCC depuis 1992, force est de constater que les acteurs non étatiques : villes, régions, entreprises, société civile... s'en sont désormais emparés.

Etudier une réponse adaptative à un changement en cours, c'est prévoir aujourd'hui, le demain d'un territoire sans filet, sans certitude. C'est investir pour le futur, alors que les réalités du moment nous talonnent. C'est espérer choisir un « bon projet », une « bonne » politique.

L'adaptation relève d'un processus transversal puisqu'elle doit réfléchir aux impacts qu'aura le réchauffement sur l'aménagement du territoire, la gestion des ressources en eau, la production énergétique, l'agriculture, la santé...Et surtout elle n'est pas le fait des seuls experts puisqu'elle agit avec et sur les populations.

Chercheurs et politiques sont donc dans le même bateau.

De plus, les pays ne sont pas tous égaux face aux changements climatiques. Les effets ne sont pas les mêmes selon que l'on se trouve sur une terre haute, sur un continent ou sur un atoll qui dépasse de deux mètres le niveau de la mer et dont la disponibilité foncière est

limitée. Cela signifie que les solutions mises en place ne peuvent être uniformes.

Peu de plans d'adaptation existent à ce jour .

Aboutis, on connaît celui de Normandie, d'Aquitaine et de Guadeloupe. Comme ce fût souvent le cas, les territoires de l'outre-mer de par leur exiguité, de leur positionnement sur la route des cyclones, leurs réserves en eau limitées ont rapidement regardé en face les nouveaux aléas afin de trouver des réponses.



Nous ne sommes qu'au début d'une réflexion collective qui ne doit pas se laisser aller au fatalisme. S'il faut aider à la résilience, ce ne peut être la seule réponse, et s'il faut répondre vite, l'édification de digues ou d'épis sont elles les bonnes réponses ?

Malheureusement, le développement qui devrait en émerger n'est pas suffisamment accompagné, et souvent les projets restent sans développement faute de financements. Un récent ouvrage « *l'adaptation au réchauffement, une question de société* » (CNRS éditions), œuvre collective, s'attarde sur ces questions et l'on perçoit à la lecture l'illimité de la question : « *si l'on retient deux déclinaisons de l'adaptation, celle qui consiste à faire face à un choc, et celle qui consiste à passer d'un état à un autre, .../...* »

.../...

d'un monde à un autre, on comprend qu'elle est souvent mieux appréhendée sous les dénominations de résilience et de transition ». (Bettina Laville, chap « *l'adaptation, entre stress climatique et accomodation* ») L'auteur souligne d'ailleurs (p 51) que l'adaptation peut être financée par une multiplicité de fonds (60) témoignant de l'ancrage local des besoins, « *ce qui n'est pas dans l'ambition « universelle » des négociations pour le climat* ».

Car pour l'instant les négociations climat ne donnent ni recettes, ni réponses.

Dans le même ouvrage (p 53à 59), Jean Jouzel membre du GIEC, (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat), rappelle que la mission du groupe était de préparer un rapport sur les connaissances scientifiques.. « *Les rapports du GIEC doivent être policy relevant mais pas policy prescriptive. Dit autrement, l'objectif du GIEC est de fournir aux décideurs politiques les éléments pour qu'ils puissent prendre des décisions.* » Et il note que la question de l'adaptation apparaît tardivement dans les préoccupations du GIEC et donc des COP.

En 2010 seulement, l'adaptation fait l'objet d'un rapport spécial sur « la gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique. »

Il n'y a pas d'approche universelle de l'adaptation comme il en existe une de la réduction des émissions. La question n'est pas purement technique. La planification dépend des valeurs et des objectifs de la société, ainsi que de sa perception des risques. De chaque société, comme le souligne la philosophe Virginie Maris (p 387) : « *les critères permettant de définir quelles sont les « bonnes » stratégies d'adaptation dépendent en grande partie de la valeur que nous attribuons à la nature et de la confiance que nous avons dans la possibilité de trouver des solutions technologiques aux problèmes que posent le bouleversement du climat* » sachant que derrière cette question se cache celle du choix de société pour demain. Mais nous sommes loin d'une approche

collective et sociétale de la question. Pour l'instant la question est encore majoritairement entre les mains de la science, qui accumule constats, mesures, modélisations. Depuis un certain temps le bon sens, les savoir faire locaux s'invitent également à la table du futur « *Les systèmes et savoirs autochtones constituent des ressources de première importance- insuffisamment employées dans les efforts d'adaptation actuels- et peuvent être renforcées par des actions complémentaires, des individus aux pouvoirs publics* » précise Jean Jouzel. Dans le 6° rapport qui sera publié en 2021/2022, l'adaptation y sera abordée de façon approfondie en écho à la place importante qui lui a été faite dans l'accord de Paris (l'Article 2 mentionne « le renforcement des capacités ».)

Dans le cadre de sa réflexion sur la stratégie nationale d'adaptation, le Ministère de l'écologie retient trois sortes d'adaptation à prendre en compte : *L'adaptation autonome ou spontanée* : adaptation en réponse à un aléa climatique vécu (ou à ses effets), sans aucune préméditation explicite ou consciente - *L'adaptation incrémentale* : mesure d'adaptation ayant pour objectif le maintien de la nature et de l'intégrité d'un système - *L'adaptation transformationnelle* : adaptation qui change les éléments fondamentaux d'un système en réponse au climat et à ses effets

« **En termes de gestion, évitez la (Mal)adaptation** » conseillent les chercheurs Alexandre Magnan (IDDRI) et Virginie Duvat (univ de la Rochelle) (<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/adaptation-france-au-changement-climatique>)

Malheureusement bien qu'informés de ces questions, les élus décident encore souvent d'adopter une mauvaise solution pour répondre à la colère des citoyens.

L'intelligence artificielle, avancée ou danger ?

Le Web Summit, rencontre des acteurs du bigdata, s'est tenu pour la deuxième année à Lisbonne début novembre, avec la participation de 2100 start-ups internationales, plusieurs milliers de participants et 170 pays.

Envoyée spéciale : **Muriel Labrousse**

Nous avons besoin de votre passion, a dit Al Gore au Web Summit



Le web Summit s'est déroulé autour de vrais débats, avec des intervenants prestigieux, dont les sujets étaient révélateurs des espoirs, de l'engouement, mais aussi des écueils et de l'inquiétude que suscite l'accélération de la numérisation de la société, **l'intelligence artificielle** (A.I.) et le « machine learning » présent dans beaucoup de produits.

Pour certains on assiste à une nouvelle révolution.

Une révolution qui révèle de grands espoirs et des avancées dans beaucoup de secteurs : comme celui des technologies médicales, de l'eau, de l'énergie, de la réduction des inégalités, de l'économie sociale et solidaire... ; Et un gain de temps pour un certain nombre de défis écologiques.

Tous ces jeunes entrepreneurs « revisitent » des pans entiers de l'économie. Les idées novatrices sont là mais pas les financements. François Hollande venu soutenir la French Tech très présente a lancé un appel aux grandes entreprises et fondations.

Car pour l'instant, le poids des start-ups par rapport aux GAFAs, c'est David et Goliath. Ce qui fait dire à la commissaire européenne Margrethe Vestager « *il faut des règles claires et équitables pour l'innovation* ».

Elle est entrée dans un véritable combat pour la régularisation fiscale des géants « *pour, a-t-elle expliqué, assurer une juste concurrence du numérique en Europe. Mais a-t-elle ajouté, les sociétés devront être responsables des algorithmes qu'elles mettent en place, et vont devoir respecter le nouveau règlement de l'Union européenne sur les données personnelles qui doit rentrer en application en mai 2018 (sans nécessité de lois locales d'application dans les pays).* »

La question n'est pas la performance, mais de gagner la confiance des gens.

AL Gore en clôture, après avoir assuré que les Etats-Unis ne sortiraient pas longtemps de l'Accord de Paris, a appelé les entrepreneurs à prendre part à la lutte contre le réchauffement climatique: « *Do we have to change ? Yes- Can we change ? Yes, because you are the key of the problem. We need your help, your passion. La volonté de changement est une ressource renouvelable.* », Son discours fût salué par une standing ovation des 5 000 personnes de la salle.

Mais la vigilance s'impose. Comme l'a dit François Hollande, il ne faudrait pas que cette mutation soit suivie « *d'une rupture sociale* » rappelant aux start-ups leur « *responsabilité de ne laisser personne de côté, car ce sont des secteurs entiers qui peuvent être bouleversés.*

Toute révolution peut mal tourner.

Stephen Hawking l'a rappelé dans sa visioconférence d'ouverture : ***l'intelligence artificielle pourrait être la pire chose de l'histoire de notre civilisation.***

N'occultons pas que les cyber attaques, nouvelle forme de criminalité, constituent de plus en plus une menace avec le piratage des données, que ce soit dans le monde de l'entreprise (comme les hôpitaux anglais l'année dernière, Uber récemment, ou dans le monde politique .

VILLES RESILIENTES

Pour lutter contre le réchauffement climatique il faut faire de l'atténuation bien sûr mais les divers événements climatiques récents nous alertent sur l'urgence de l'adaptation.

Par Muriel Labrousse

Les villes très mobilisées sur cette problématique s'organisent pour travailler ensemble.

Elles se sont emparées d'un troisième mécanisme, la résilience, qui est partie prenante de l'adaptation. Développé depuis les années 2000, ce concept cherche à répondre au mieux aux crises de tout ordre et de les anticiper. Le thème de la conférence de UP le 14 /11 l'affirmait : « *Demain nos villes seront résilientes* », en questionnant sur la mise en œuvre de cette résilience, les limites de son territoire, son inclusion dans les politiques publiques. La Ville de Paris, membre du C40, fait également partie du réseau des 100 villes résilientes dans le monde piloté par la Fondation Rockefeller.

Des villes qui font le pari d'une ville évolutive, développant des capacités de résistance et de renaissance. Singapour a été une des premières villes à s'engager, mais il faut aussi citer Chicago et Detroit. « *Il faut distinguer*, souligne Eriq Lesueur Dr de la filiale 2EI de Veolia dédiée à l'innovation urbaine et durable, *deux types de stress les chocs violents et les stress réguliers, lents, dont la démarche de stratégie s'apparente à la ville durable.* » C'est par exemple l'économie circulaire, inclusive, à laquelle contribue les projets en Seine-Saint-Denis de l'association d'architecture Bellastock. C'est imaginer l'imprévu certes, mais c'est aussi se préparer à ce qui est prévisible comme une crue de la Seine à Paris, pour laquelle Eglis modélise les interdépendances existantes entre les différents services techniques de la Ville, pour soulever les points bloquants et amener tous les acteurs du réseau à collaborer sur les impacts en cas de défaillance. « *Ce SIG*, explique Marie Toubin, *va permettre de faire des scénarii pour mettre en place des processus face à une crise.* » La résilience doit être territoriale pour Sebastien Lemaire, haut responsable à la

Résilience de la Ville de Paris. *On prend le métabolisme urbain dans toutes ses composantes, ses institutions publiques, ses habitants, ses flux, ses entreprises. On prend ce métabolisme en train de fonctionner et on imagine sa capacité certes de continuer de fonctionner mais aussi de poursuivre ses objectifs de développement indépendamment en situation de choc mais aussi ce qui est plus fréquent de stress chroniques comme la pollution de l'air, la raréfaction des ressources, la crise migratoire, migration sociale...* Il faut avoir une vision plus large et plus holistique de l'action publique. La Ville de Paris a ainsi voté dans le cadre de sa stratégie de résilience la transformation progressive des 800 000 m² de cours d'école, leurs sols bitumés contribuant à la chaleur de la ville. Le même budget, le même processus, va permettre de végétaliser, d'avoir une politique inclusive en associant les enfants aux projets, de sensibiliser à l'eau en mettant des fontaines, et d'avoir une politique sociale en proposant ces espaces aux riverains le weekend et le soir aux personnes vulnérables en cas de canicules. **La résilience aiderait-elle à dessiner le contour de nos cités futures ?**

Retour vers le futur : Déjà se profilent des débats sur ce thème .

- **La tour Occitanie à Toulouse** : Une tour végétale HQE de 150m de haut qui fait polémique quant à sa hauteur
- **La première tour à énergie positive** du monde à Strasbourg : 50m , 17 étages, 63 logements, l'Elithis Danube
- A Milan et sous peu à Shijiazhuang (chine) les tours **Bosco Verticale** (forêt verticale)
- les schémas de Callebaut à la mode :



ONE PLANET SUMMIT

Proposé par la France après l'annonce, cet été, par le président des Etats-Unis Donald Trump du retrait de son pays du pacte climatique, ce rendez-vous, coorganisé avec les Nations unies (ONU) et la Banque mondiale, a été consacré au sujet clé du financement : comment orienter la finance mondiale vers les investissements verts, et notamment soutenir les pays du Sud.

Pourquoi ce sommet ?

Ex-ambassadrice de la France pour les négociations climatiques, Laurence Tubiana insiste sur le rôle des entreprises dans ce combat. L'impact sur l'économie réelle pourra, à lui seul, convaincre les gouvernements, fait-elle valoir.

« Une COP, c'est le consensus multilatéral, ce sommet, c'est la mobilisation de ceux qui veulent aller plus vite », explique Mme Tubiana. Il est clair pour tous que les engagements pris à la COP 21 par l'ensemble de la planète sont insuffisants « Nous sommes entrain de perdre la bataille du climat » a rappelé Emmanuel Macron. Nous devrions atteindre 2° , nous sommes aux alentours de 3° . Les efforts doivent donc s'intensifier et ce avant la COP de 2018 qui doit faire le rapport entre promesses et réalités

Aider à financer , fera t il avancer la cause ?

C'est le pari de ce sommet. Certes il y a eu beaucoup de communication mais aussi des décisions. Nous nous bornerons à citer les engagements, sachant qu'il faut le temps de l'analyse de ces promesses.

Oui ou non se réaliseront elles ? et à quelle échéance ?

- L'initiative New Climate Economy estime à 90 000 milliards de dollars (76 000 milliards d'euros) d'ici à 2030 les besoins en infrastructures durables. S'ils sont bien placés, ces investissements représenteraient à **peine 5 % de plus que ce qui serait réalisé de toute façon.**

L'enjeu est d'inciter les acteurs, publics et privés à réorienter leurs capitaux vers la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation du Sud

- 237 entreprises se sont engagées à intégrer les recommandations de la Task force on climate related Financial disclosures (TCFD) porté par le Fonds de stabilité financière du G20.

- 90 groupes français ont plaidé pour l'instauration des mécanismes de prix du carbone « *reliés entre eux dans les principales régions économiques* » mondiales.

- **avant la COP 24, la France versera 1md 500 M aux PVD et demande à tous de respecter l'engagement du versement de 100mds pour 2020, intégrant cette demande à la création d'un nouveau droit de l'homme**

- mise sous surveillance des entreprises les plus émettrices (dont Total et Engie)

- A été demandée la transparence des nouvelles mesures de la finance verte

- Encourager les greens bonds et le désengagement des énergies fossiles (*attention à ne pas créer des bulles spéculatives et une crise semblable à celle des subprimes , ndlr*)

- arrêt des financements charbon pétrole par la Banque mondiale (échéance 2019)

- l'AFD va financer l'initiative agricole triple A en Afrique

- le fonds vert s'étend enfin à l'outremer <http://outremers360.com/politique/lequivalent-fonds-vert-devient-fonds-vert-et-setend-a-tous-les-outre-mer/>

- Bill Gates envoie un financement à l'alimentation africaine (ou à Monsanto?)

- 80 M de dollars pour 200 projets de la fondation Di Caprio

(voir aussi le bilan du Monde :

http://www.lemonde.fr/conferences-climat/article/2017/12/12/ce-qu-il-faut-retenir-du-sommet-pour-le-climat_5228653_5024922.html

A LIRE

Par Laurent SAMUEL

Empreinte du vivant

Réalisé sous la direction de Denis Faure, Dominique Joly et Sylvie Salamitou de l'Institut écologie et environnement du CNRS, cet ouvrage collectif présente une discipline scientifique encore mal connue, la génomique environnementale. Fondée sur l'analyse ADN des différentes formes de vie, cette science aide à comprendre des phénomènes aussi divers que l'extinction de telle ou telle espèce, le développement d'une plante invasive ou l'impact des gaz à effet de serre sur la biodiversité. Au fil des pages, on se familiarise par exemple avec l'histoire géologique d'un lac savoyard révélée grâce à des traces ADN enfermées dans ses sédiments ou avec l'avenir incertain de l'arabette des dames, petite fleur menacée par le changement climatique. Joliment maqueté et illustré, ce livre a reçu en 2016 le Prix du livre environnement Véolia.

« **Empreinte du vivant. L'ADN de l'environnement** ». Éditions du Cherche Midi, 192 pages 24,90 € – www.cherche-midi.com



Les huîtres 60 clés pour comprendre

Dans ce livre, Marie Lescroart nous instruit sur l'histoire, la biologie, l'élevage et la consommation de l'huître. Il y a 5 000 à 3 000 ans, des hommes du Néolithique qui vivaient au sud de l'actuel Extrême-Orient russe furent sans doute les premiers à en manger. Au Moyen-Age on les dégustait en civet. Longtemps taboue, la consommation d'huîtres crues ne se développe qu'au Siècle des lumières. Le transport de ce fragile coquillage fut longtemps difficile : lors de festivités au château de Chantilly, François



Vatel, cuisinier du roi Louis XIV, se suicida faute de voir arriver à temps les huîtres de son menu ! Vers 1730, Blanche de la Chapelle fut la première à créer en Charente une vente d'huîtres en « circuit court ». C'est seulement vers 1860 que naît l'ostréiculture grâce à Ferdinand de Bon, commissaire de la Marine à Saint-Servan et Victor Coste, savant naturaliste et médecin d'Eugénie l'épouse de Napoléon III.

Après ce volet historique, Marie Lescroart nous montre que les huîtres sont aujourd'hui à la fois des témoins (via leurs coquilles fossiles analysées par les chercheurs) et des victimes de l'évolution du climat planétaire, puisque le réchauffement et l'acidification des océans les rendent plus sensibles à certaines maladies. Après avoir détaillé le dispositif français de surveillance de leur qualité, elle s'étend sur l'huître des quatre saisons. Cette « triploïde », sans être un OGM, résulte d'une modification chromosomique dont l'objectif est un meilleur goût et une croissance plus rapide. Ces dix dernières années, elle a représenté, en moyenne, 35 % de la production française d'huîtres creuses. Contrairement à une rumeur, la diploïde n'est pas dangereuse à la consommation. Mais comme le souligne Marie Lescroart, « synonymes de productivisme, de dépendance des producteurs vis-à-vis des éclosiers commerciaux, les huîtres triploïdes contribuent, selon certains, à banaliser l'huître, à dévoyer ce produit saisonnier, naturel par excellence ».

sous la direction scientifique de Tristan Renault, (IFREMER)

Marie Lescroart. Éditions Quæ, 112 pages, 18 € – www.quae.com

A LIRE

Par Dominique MARTIN FERRARI

LE SOUCI DE LA NATURE : Apprendre, inventer, gouverner aux éditions du CNRS sous la direction de Cynthia Fleury et d'Anne Caroline Prévot.

Entrant dans la dimension temporelle d'une vision passée confrontée à un nouveau réel, se pose pour les auteures la question de la réconciliation entre notre savoir et la nature.

Effritement d'un réel passé

Cynthia Fleury part d'un constat, l'état de la nature est celui que nous percevons. Et votre aptitude à protéger votre environnement va être relatif à votre perception du milieu.

Effritement de la puissance scientifique

Le scientifique hier tout puissant ordonnateur du savoir et aujourd'hui confronté à votre expérience. Les connaissances se multiplient, s'entrecroisent ce que C Fleury voit comme une ouverture au nouveau démocratique.

Vingt quatre chapitres se succèdent touchant du doigt le fait que nos expériences façonnent nos façon de vivre, de penser d'agir et donc de gouverner. De la diplomatie internationale ou de la gestion des conflits, on passe à l'urgence de protéger. Des constats de dégradation, on en vient au partage du souci de nature On retrouve dans ces textes les idées chères à Edgar Morin ou Jacques Ellul sans oublier les textes fondateurs de nombreuses religions « *on a tendance à croire que tout accroissement de puissance est en soi un progrès (...) comme si la réalité, le bien et la vérité surgissaient spontanément du pouvoir technologique et économique* » écrit le pape François dans son encyclique de 2015 « *nous possédons trop de moyens pour des fins limitées et rachitiques* » poursuit il. Notre éducation environnementale est à faire en totalité (p93 et 94), elle ne peut trouver son cadre dans les savoirs figés mais dans l'esprit critique faisant l'expérience de la pluralité des dimensions de l'existence, de l'apprentissage des comportements.

Pour conclure il y a urgence à repenser nos

relations au sein de l'humanité et celles de l'humanité au sein de la nature en multipliant les règles de gouvernance mondiale qui encadrent les usages des choses communes.

« La mer nouvel eldorado ? » « sous la direction de Cyrille P Coutansais et Claire de Marigna (la documentation française) (col doc en poche, 7,90 euros)

Alors que se multiplient les rencontres qui visent à rappeler aux français qu'ils vivent dans la seconde puissance maritime mondiale, ce petit livre nous livre une présentation claire et accessible des enjeux de ce grand débat de société. Du constat aux grandes questions qui animeront nos débats de demain , « l'eldorado » va t il se révéler n'être qu'un mirage ? Et si son exploitation est prometteuse comment en garantir la préservation ?

Dans la collection « conseils d'expert, » (terre vivante) un ouvrage utile et passionnant « de Brigitte Lapouge-Déjean et Laetitia Royan, « funérailles écologiques » préfacé par Gilles Clément. Fruit d'une belle enquête, ce livre apporte des réponses à bien des questions concernant nos droits face aux contraintes légales, questions qu'il n'est pas inutile de se poser si l'on veut quitter ce monde en respectant l'homme et l'environnement. Tous les aspects sont abordés sans tabous mais avec délicatesse et l'on referme ce livre dans une grande sérénité.

Toujours en lien avec le monde de la mer : « L'ATLAS DE L'EAU ET DES OCEANS Le Monde hors série, 12 euros, 180p.

Amour de la nature, de la science ou de géopolitique, trouve une place à la lecture de ce hors série passionnant et superbement illustré de 200 cartes. Elles rendent la compréhension du monde de demain plus simple, plus évidente, tout en nous rappelant que l'eau est à la source de notre vie.

NOEL ET SES JEUX

Il n'y a que l'embaras du choix , et c'est le moment d'offrir

Le développement durable, c'est la protection de l'environnement avec les questions posées par le changement climatique comme par la surexploitation des ressources et milieux naturels mais aussi des exigences en termes de répartition économique équitable et de conditions sociales moins inégales.

De nombreux éditeurs se sont lancés dans l'aventure et produisent des jeux éducatifs autour de ce concept parfois « tarte à la crème » et mal appréhendé.

Ils sont nombreux et le CNDP les conseille également aux enseignants

La force de l'image :

Pour les petits des gammes complètes d'initiation à la vie des animaux, à la protection de la nature ou à la découverte d'une nature qu'ils ne connaissent plus.



En ligne

<http://www.logicieleducatif.fr/eveil/sciences/jeu-ecolo-developpement-durable.php>

<http://sydologie.com/2016/09/15-serious-game-sinitier-developpement-durable/>

<http://naitreetgrandir.com/fr/etape/5-8-ans/jouer-bouger/fiche.aspx?doc=enfants-jeux-video>

Educatif

<http://www.education-developpement-durable.fr> : Strass Productions/Terra Project et les Editions Deyrolle pour l'Avenir, avec le soutien du Ministère de l'Education Nationale, présentent deux nouveaux serious games, destinés aux enfants de 8 à 12 ans.



halte aux déchets



-foret durable

BIOVIVA

L'entreprise est née il y a maintenant 21 ans. Ses jeux , tous consacrés au développement durable restent fabriqués dans le sud de la France à Lodève .

Le concepteur Jean Thierry Winstel a démarché le monde entier pour ses jeux dont le prix s'échelonne de 10 à 30 euros et peuvent satisfaire un public de 3 à 70 ans. Il vient de lancer une opération à laquelle nous sommes sensibles :

« Parfois, dans la vie, nous prenons des décisions importantes, en espérant qu'elles se réaliseront, tout en ayant conscience que le chemin sera long et la débauche d'énergie colossale, tant ces décisions semblent irréalistes...

*Il y a quelques mois, l'équipe de Bioviva a décidé de lancer un projet aussi improbable que nécessaire : **offrir 1 million de jeux aux enfants réfugiés à travers le monde !** Au-delà des besoins primaires comme la nourriture et le logis, ces gamins ont une furieuse envie de vivre et de retrouver le sourire. Alors, comme ce que nous faisons de mieux ce sont des jeux éducatifs sur la nature et l'épanouissement de l'enfant, nous avons adapté notre gamme à succès Défis Nature pour les produire et les confier à des ONGs oeuvrant dans les camps de réfugiés. **Avec 1 €, nous pouvons offrir 2jeux** (fabriqués en France et avec le même soin et engagement que les autres jeux Bioviva) ! Il nous suffit donc de réunir 500 000 € pour réussir notre pari insensé. **Et c'est pourquoi je me permets de vous écrire.** Aussi, si vous pensez qu'une telle initiative mérite d'être soutenue - même de quelques € - surtout n'hésitez pas à apporter votre contribution en cliquant là : <http://biovivaforlife.com/> Chaque don permet de bénéficier d'un reçu fiscal (de 60 à 75 %) » Jean-Thierry Winstel, Dirigeant-fondateur*